

Médias et diplomatie : la guerre du Congo dans le journal

Sans en ignorer toute la complexité, notamment la dimension géopolitique, les ambitions territoriales des agresseurs, et les enjeux économiques dépassant les populations locales, la presse écrite francophone belge, en particulier *Le Soir* et *La Libre Belgique*, n'a-t-elle pas privilégié l'optique ethnique dans la couverture des guerres du Congo de 1996 et 1998 ? Si tel est le cas, ce traitement ne corroborerait-il pas l'existence en Belgique d'un certain « journalisme de révérence » ? Au reste, à travers les récits successifs qu'on en donne, cette guerre montre peu à peu un autre visage, sans doute plus conforme aux réalités du terrain.

Par Emmanuel Murhula A. Nashi

Comment la presse belge a-t-elle couvert la guerre qui déchire la République démocratique du Congo depuis 1996 ? Quel est le rôle des médias en tant que « contre-pouvoir » face à la politique étrangère du gouvernement de la Belgique ? On peut analyser les rapports entre presse et pouvoir politique en termes de connivence. Serge Halimi a décrit et dénoncé un certain « journalisme de révérence » en cours dans la presse écrite et audiovisuelle en France. Adoptant et élargissant ce paradigme, on peut formuler l'hypothèse suivante : en Belgique, comme peut-être ailleurs, la diplomatie fait partie des domaines où les journalistes jouent le moins leur rôle de contre-poids, se rendant par le fait même « complices » d'une politique qui, à force d'unanimité, foule ailleurs aux pieds les principes qu'elle tient pour sacrés chez elle.

Cette hypothèse s'ancre sur deux particularités contextuelles.

Primo : les relations de la Belgique avec les protagonistes de la guerre du Congo sont tout à fait particulières (il s'agit, d'une part, de son ancienne colonie, la République démocratique du Congo ; d'autre part, de ses anciens protectorats, le Rwanda et le Burundi). Naturellement, la nature de ces relations conditionne fortement la couverture médiatique de ce conflit.

Comment ne pas référer ici à cet avertissement formulé par Marie-Madeleine Arnold ? « Dans un domaine aussi sensible que les relations entre anciens colonisés et anciens colonisateurs, sur le terrain mouvant du racisme et de l'antiracisme, dans le choc des cultures et le "placage" irrationnel du contexte d'aujourd'hui sur celui du passé, toutes les dérives, toutes les interprétations, toutes les incompréhensions sont possibles »...

Secundo : la couverture d'une guerre est un exercice particulièrement intéressant en analyse médiatique. Chacun sait que la guerre est le terrain par excellence de la propagande, où la désinformation prend bien souvent le dessus sur l'information. Les analystes des médias peinent à expliquer ce qui fait qu'à l'issue d'une guerre les journalistes jurent de ne plus se laisser prendre au piège de la manipulation, mais y tombent si facilement dès le conflit suivant.

Pour les besoins méthodologiques, je me limiterai aux quotidiens « de qualité » de Bruxelles et de Wallonie qui me paraissent représentatifs de la presse francophone belge sur ce sujet : *Le Soir* et *La Libre Belgique*. Je conçois en effet les fonctionnements globaux de ces deux titres comme extensibles, *mutatis mutandis*, aux autres titres de cette presse. Dans ce cadre, ma présentation se base sur l'analyse de trente-neuf articles s'étendant de la première invasion du Congo (octobre 1996) au changement de régime à Kinshasa (janvier 2001), en passant par la deuxième invasion (août 1998) et les batailles de Kisangani (juin 2000).

Mon analyse et mon interprétation intègrent des éléments puisés à ma propre expérience. Originaire du Congo, j'ai pu nouer, dans le cadre de mon association (Sima-Kivu), des contacts avec des acteurs du monde politico-médiatique belges, qui m'ont permis de temps à autre de leur fournir des informations en provenance de la société civile du Kivu. Si cela constitue la part de subjectivité inhérente à toute entreprise de ce genre, la contrepartie de cette position est, le cas échéant, ce qu'on pourrait appeler une « méta-perception ». Assumant un tel rôle, le journaliste congolais que je suis se trouve dans une position privilégiée pour analyser ici la façon dont les spécialistes de l'Afrique au sein des médias belges perçoivent une guerre se déroulant à des milliers de kilomètres d'eux et où leur gouvernement se trouve « impliqué ».

QUELLE EST CETTE GUERRE ?

« Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde », disait Albert Camus. Partant de cette réflexion de l'écrivain français, j'ai formulé ma question de départ comme suit : la guerre du Congo a-t-elle été bien ou mal nommée par la presse belge ?

Rappel : le 22 septembre 1996, le Rwanda, arguant d'un droit de poursuite d'éléments des anciennes forces armées rwandaises (F.A.R.), déclenche les hostilités en tirant au mortier et à la mitrailleuse sur la ville zaïroise de Bukavu. Deux semaines après, une coalition de soldats rwandais, ougandais, et burundais, auxquels viendront se joindre des Angolais, des Zimbabwéens et des Erythréens envahit le Zaïre de Mobutu. Cette coalition hétéroclite a pour porte-parole Laurent-Désiré Kabila, chef d'une « rébellion » dénommée A.F.D.L. (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre). Le 16 mai 1997, la veille de l'entrée de ses troupes à Kinshasa, Kabila se proclame « chef de l'Etat de la République démocratique du Congo », non sans avoir réussi à déjouer les plans de ses parrains.

Le 2 août 1998, soit quinze mois plus tard, des troupes composées de militaires rwandais, burundais et ougandais envahissent à nouveau le Congo, et créent, dix jours après, une rébellion baptisée R.C.D. (Rassemblement des Congolais pour la démocratie), dont le chef s'appelle Arthur Z'ahidi Ngoma.

Ce conflit, qu'une responsable américaine, Susan Rice, qualifia de « première guerre mondiale africaine » était-il donc une guerre civile ou une guerre d'invasion ? Avec un recul de sept ans, les observateurs sont désormais unanimes sur le fait que cette tragédie, qui a causé entre 3,5 et 4,7 millions de morts (d'après l'I.R.C., International Rescue Committee) constitue véritablement une « guerre par procuration ». C'est-à-dire, comme le résume Herman Cohen, ancien sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines (cité par Colette Braeckman) : « Une guerre initiée de l'extérieur d'un pays, mais déguisée en guerre civile. L'élément clef en est la création d'une force rebelle à l'intérieur du pays cible, qui est totalement contrôlée, financée et armée depuis l'étranger. » Il est, en effet, connu de tous les spécialistes du Congo que les différentes rébellions congolaises — A.F.D.L., R.C.D., M.L.C. (Mouvement de libération du Congo) — furent créées et sont régentées, financées et armées totalement par le Rwanda et l'Ouganda. La presse belge a-t-elle présenté les faits comme tels ?

SIMPLIFIER EN ETHNICISANT...

Une première remarque, la plus déterminante, concerne la qualification du conflit. D'emblée, on est frappé par un procédé récurrent au sein des médias belges, tant en 1996 qu'en 1998, l'« ethnicisation » de la guerre. *La Libre Belgique* et *Le Soir* annoncent chaque fois qu'il s'agit d'un conflit interne. Des « rebelles tutsis zaïrois », alias « Banyamulenge », explique-t-on, ont pris les armes en vue de renverser le régime de Mobutu (en 1996) et de Kabila (en 1998). Ainsi : « Le conflit s'aggrave dans la région des Grands lacs. [...] Les violents combats opposant les rebelles tutsis Banyamulenge à l'armée zaïroise ont atteint la ville de Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu... » (*Le Soir*, 28 octobre 1996).

Le Soir et *La Libre* présenteront Kabila comme le leader de cette première rébellion, sans toutefois se soucier d'indiquer, lorsqu'ils adoptent cette vision « ethniciste », que Kabila n'est pas un Tutsi, mais un Mulubakat. En 1998, ils en feront de même avec Z'ahidi Ngoma, un Murega, présenté comme le « chef de la rébellion banyamulenge ».

D'entrée de jeu, l'équation présentée est simple, malgré l'emploi prudent du conditionnel, et simpliste : les Tutsis (et assimilés) du Zaïre, du Rwanda et du Burundi sont opposés aux Hutus (et assimilés) du Zaïre, du Rwanda et du Burundi. « Les deux camps qui s'affrontent au Kivu seraient : celui des assaillants, composé des rebelles tutsis zaïrois alliés à trois mouvements armés zaïrois de type lumumbiste, ainsi qu'aux armées rwandaise et burundaise (dominées par les Tutsis) ; face à eux, ceux qui défendent le Kivu sont l'armée zaïroise, la guérilla hostile au pouvoir burundais et l'armée de l'ancien régime rwandais, hostile à Kigali (essentiellement hutues) » (*La Libre Belgique*, 26-27 octobre 1996).

Le quotidien bruxellois explique et justifie l'intervention des pays étrangers dans le cadre de ces clichés-là : « Ces alliances, répétons-le, sont logiques, puisque l'implication du Rwanda et du Burundi dans la crise résulte de la présence au Kivu de groupes armés qui les harcèlent, alors que cette province zaïroise reproduit, avec des nuances, le conflit ethnique qui déchire les deux pays voisins » (*La Libre Belgique*, 26-27 octobre 1996).

Mais, qui sont réellement ces « Banyamulenge » que le gouvernement rwandais s'octroie le droit, présenté comme un devoir, de protéger au-delà de ses frontières ? Il s'agit effectivement de populations originaires du Rwanda, arrivées au Congo par vagues successives. Les premiers « Ruanda », ainsi dénommés par le géographe belge Georges Weis, sont quelques centaines à débarquer en 1881 dans l'Itombwe, la partie occidentale des territoires de Fizi et Uvira au Sud-Kivu. D'autres arriveront quelques années après, à la faveur des transferts de populations rwandaises et burundaises effectués par le pouvoir colonial pour ses plantations de coton, ses chemins de fer, et son industrie agropastorale au Congo. À ce peuplement ancien, s'ajouteront les flux de réfugiés tutsis fuyant les pogroms de 1959-1960 et de 1973-1974 au Rwanda. Ceux-ci s'installeront d'abord à Bwegera, puis se déplaceront vers le village de Mulenge (d'où le nom « Banyamulenge », littéralement : « ceux de Mulenge »), avant de se disperser sur les hauts plateaux de l'Itombwe.

Après les indépendances, profitant de la désorganisation de l'administration zaïroise, beaucoup d'immigrés du Rwanda viendront gonfler cette population et se fondront dans la masse qui prendra globalement le nom de « Banyamulenge ». Ces populations, qui ont conservé des liens étroits avec le Rwanda, qui parlent le kinyarwanda, et que, jusqu'à l'époque des rébellions mulélistes de 1964, on appelait le plus souvent « banyarwanda » (ceux du Rwanda), sont véritablement ce qu'il convient de désigner, comme le fait Kabamba, « les Banyarwanda du Sud-Kivu ».

Ces informations sont connues des spécialistes de *La Libre Belgique* et *du Soir* en octobre 1996. Ceux-ci savent également que, à tort ou à raison, les populations autochtones du Kivu considèrent les Banyamulenge comme la cinquième colonne du Rwanda qui, selon elles, agresse le Zaïre. Il faut savoir aussi que, d'une part « les enfants des familles tutsies qui se sont réfugiés au Zaïre en 1959-1960, vont s'engager dans la guérilla du F.P.R. comme médecins, officiers ou "techniciens" » (Willame) ; et que d'autre part « en 1994, avec la victoire du F.P.R., beaucoup de jeunes Banyamulenge partis rejoindre les rangs du F.P.R. reviennent au Zaïre avec armes et bagages, attaquent l'armée zaïroise et revendiquent leur nationalité zaïroise » (Kabamba).

C'est en tout cas en connaissance parfaite de ces informations que *La Libre Belgique* donne la définition ci-après des Banyamulenge : « Le terme désigne une population d'éleveurs parlant une langue proche de celles du Rwanda et du Burundi voisins et vivant sur les hauts plateaux au-dessus d'Uvira depuis plusieurs siècles... »

En écrivant cela, le quotidien belge occulte sciemment les origines rwandaises du groupe en lui attribuant une langue « proche » de celle du Rwanda ; et il falsifie l'histoire en situant son implantation au Congo à « plusieurs siècles ». C'est le point de départ d'un processus de propagande qui se mettra en branle à travers l'équation ci-après : Banyamulenge égal tutsis égal victimes de génocide, d'épuration ethnique.

Relayant les justifications des dirigeants rwandais à propos de l'invasion du Congo, *Le Soir* et *La Libre* s'efforcent de démontrer que l'intervention du Rwanda répond à des motivations de type « humanitaire » : empêcher un génocide à l'image de celui qui s'est produit deux ans plus tôt au Rwanda. Soit : « À l'heure actuelle, le Nord-Kivu et la région du Masisi sont presque totalement « purifiés » sur le plan ethnique : plus aucun Tutsi ne s'y trouve ! [...] Autrement dit, l'épuration ethnique en cours dans le Sud-Kivu se heurte à de vives résistances... » (*Le Soir*, 24 octobre 1996).

Quand en août 1998, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi envahiront le Congo pour la seconde fois, les mêmes clichés referont surface dans la presse belge. « Les Banyamulenge ou le spectre de l'extermination », peut titrer le quotidien catholique qui explique la guerre en ces termes : « Les nouveaux troubles que connaît le Kivu apparaissent comme une nouvelle réplique du séisme génocidaire qu'a connu le Rwanda en 1994. La rébellion de Goma exprime, semble-t-il, une nouvelle fois la crainte d'extermination des communautés rwandophones de la région... » (*La Libre Belgique*, 4 août 1998).

En 1998 comme en 1996, *La Libre* et *Le Soir* présentent donc les Tutsis du Congo comme les victimes d'une extermination programmée. Auquel cas, les « Banyamulenge » se trouveraient en position de légitime défense, même lorsqu'il est prouvé que ce ne sont pas ceux-ci, mais des soldats rwandais, burundais et ougandais qui ont provoqué et mené la guerre, en instrumentalisant les Banyamulenge¹. Malgré tout, leur intervention est présentée comme une « guerre préventive », ce qui la justifie d'une certaine manière. Cette position n'est pas sans relayer l'appel violent à « l'extermination des exterminateurs » présumés, lancé par le président rwandais aux Banyamulenge lors d'un discours prononcé à Cyangugu en octobre 1996. Monsieur Pasteur Bizimungu (Reyntjens) exhortait : « Celui qui dit qu'il veut vous tuer, celui qui dit qu'il veut vous exterminer sans raison vous fournit automatiquement le motif

¹ Un des leaders de cette communauté, Muller Ruhimbika (Kinyalolo K.) affirme : « Dès le déclenchement de la guerre à l'automne 1996, l'A.P.R. a adopté une politique de nier aux Banyamulenge leur identité comme communauté distincte du peuple rwandais. Sur le plan politique, l'A.P.R. a pu dissimuler ses visées d'occupation en propulsant des Banyamulenge sur la scène politico-militaire tout en projetant leur déportation vers la préfecture rwandaise de Kibuye ».

d'utiliser tous les moyens possibles et imaginables pour que ce soit vous qui l'exterminiez afin de l'empêcher de nuire. »

En présentant les événements sous l'optique ethnique, les journaux *Le Soir* et *La Libre Belgique* ignorent-ils la complexité du conflit, notamment sa dimension géopolitique, les ambitions territoriales l'accompagnant, et ses enjeux économiques qui dépasseraient les Tutsis eux-mêmes ? Sans aucun doute non, car dans leurs colonnes respectives, l'un et l'autre présentent aussi, parfois, le conflit avec une certaine complexité.

Ainsi, en octobre 1996, au boulevard Jacquain, on titrait lucidement par cette question : « Le début d'une guerre des Grands Lacs ? », donnant les premiers éléments d'une conflagration généralisée. « La contagion peut gagner d'autres pays. Que fera l'Ouganda, allié du nouveau pouvoir rwandais ? Que fera la Tanzanie, dont les ambitions politiques de supplanter le Zaïre comme « grand-frère de la région » sont de plus en plus visibles ? » (*La Libre Belgique*, 24 octobre 1996)

Quant au *Soir*, plus affirmatif, il parle de guerre régionale, mais aussi de guerre d'expansion : « Même si, dans les deux capitales, l'on affirme vouloir faire preuve de « retenue », il est certain que la faiblesse actuelle du Zaïre pourrait aviver les tentations de « vider l'abcès » une bonne fois, au risque de provoquer une guerre régionale. Au Rwanda, même s'ils ne s'expriment pas au niveau du gouvernement, d'aucuns rêvent d'un pays agrandi [...] et ne redoutent pas de mettre en cause les sacro-saintes frontières coloniales. »

On se retrouve loin des revendications de la nationalité, des conflits ethniques ; bref, loin d'une guerre civile. Pourtant, à longueur de pages, les simplifications vont refaire surface et s'imposer au détriment de la complexité du problème. On insistera : « L'obsession ethnique risque de miner un autre des atouts du Zaïre : la vigueur de sa société civile. Dans le Kivu, par exemple, il est désolant de constater que l'épuration ethnique dont les Tutsis ont été victimes dans le Masisi ou dans le Sud-Kivu n'a provoqué que peu de réactions » (*Le Soir*, 24 octobre 1996).

Cette information fut également reprise par *La Libre Belgique*. L'asbl Sima-Kivu prit contact à l'époque avec les rédactions du *Soir* et de *La Libre*, et leur remit des documents signés par le P. Rigobert Minani, responsable de la Société civile du Sud-Kivu. Ces textes attestaient de l'engagement de la société civile en faveur de certains membres de la communauté «banyamulenge», ce qui lui valut d'ailleurs les foudres de Monsieur Anzuluni, ancien président du Parlement zaïrois. Mais, en dépit des promesses, aucun article rectificatif de cette « diabolisation » de la société civile ne fut publié.

Dans ce contexte, tous ceux qui au Congo s'opposèrent à la guerre furent présentés comme anti-Tutsis, xénophobes, racistes, mobutistes, etc. Par exemple : « C'est ainsi qu'au niveau de la presse, des partis politiques zaïrois, y compris ceux qui font partie de l'opposition radicale, on assiste aujourd'hui à une curieuse « union sacrée » avec des partisans de Mobutu, tous étant unis par le nationalisme, l'amertume de la défaite militaire, sinon une réelle xénophobie à l'encontre des Tutsis, qu'ils soient rwandais ou zaïrois... » (*Le Soir*, 6 novembre 1996).

« La population de Bukavu a développé un sentiment anti-rwandais qui a pris les apparences d'une politique de ségrégation à l'égard des Tutsis — congolais comme rwandais [...] sentiment qui, souvent, se différencie mal du simple racisme. [...] L'occupation par l'armée rwandaise a exacerbé cette tendance, tout en l'habillant du manteau honorable de la résistance à l'ennemi » (*La Libre Belgique*, 15 février 2000).

À la suite de ce dernier article, je décidai d'envoyer une réaction au responsable de la rubrique « Opinions et débats » du journal chrétien, où j'écrivais notamment ceci : « Aucune raison ne justifie que des innocents tutsis puissent payer pour les dérives totalitaires des régimes de

Kagame, de Buyoya et de Museveni ! Par contre, comme tous les peuples du monde, nous ne pouvons nier notre haine envers nos occupants et envers leurs collaborateurs, à quelque ethnie ou nationalité qu'ils appartiennent. Alors, pourquoi, diantre, les habitants du Kivu seraient-ils à ce point aveugles au point de se mettre à haïr des tutsis qui ne collaborent pas avec le Rwanda, ne tuent personne et ne demandent qu'à vivre en paix comme toute la population congolaise ? »

Malgré la promesse d'une publication d'extraits de cet article dans le « Courrier des lecteurs », ce ne fut jamais fait. La Libre ne jugea pas opportun que ses lecteurs se forment une opinion diversifiée, notamment à travers le point de vue d'un ressortissant du Kivu. Cet article fut finalement publié par les revues *L'Africain* et *Dialogue* (Nashi E.).

AMPLIFIER LES PRETEXTES, OCCULTER LES ENJEUX...

Ainsi, les journaux belges ont présenté les deux invasions du Congo en usant d'une simplification manichéenne à outrance. Et l'on sait que manichéisme et objectivité ne font pas bon ménage ! Cette simplification est par ailleurs doublée d'une amplification des prétextes de la guerre. Les reportages, commentaires et analyses du *Soir* et de *La Libre* vont se focaliser sur les thèmes ci-après : nationalité des Banyamulenge, libération du Congo, sécurité du Rwanda, etc.

Dès ses premiers articles, en octobre 1996, *La Libre Belgique* s'écrie, plus qu'elle n'écrit : « Les rwandophones zaïrois, installés dans les lieux où ils vivent depuis plusieurs siècles, s'indignent à juste titre de la contestation de leur nationalité par des ethnies voisines, sur fond de lutte pour la terre... ». En 1998, elle reprend les mêmes arguments presque mot pour mot, et recommence : « Les “rwandophones” ont pu craindre de se sentir abandonnés une nouvelle fois d'autant que les intentions du nouveau pouvoir sur leur reconnaissance comme composante ethnique de la communauté nationale congolaise ont pu paraître peu claires. Le spectre du génocide... » (*La Libre Belgique*, le 4 août 1998).

Du côté du *Soir*, on explique, en 1996 : « Le Rwanda est cependant très concerné par l'évolution du pays voisin, avant tout pour des raisons de sécurité. Kagame, lorsqu'il évoque ce souci-là, s'anime soudain : *Il faut comprendre que nous sommes un petit pays, que, ce qui est en jeu, c'est notre survie pure et simple, notre existence.* » Et dès 1998, on ressort les explications qui ont servi deux ans plus tôt : « En réalité, la crise a été provoquée par plusieurs facteurs : l'incapacité des Congolais à maîtriser les incursions des “génocidaires” qui, depuis le Kivu, menaient des attaques de plus en plus meurtrières sur le Rwanda et bénéficiaient de complicités locales ; le fait que la question de la nationalité des Tutsis congolais n'ait pas été réglée en priorité... » (*Le Soir*, 19 août 1998).

Manifestement, tout en disposant d'éléments suffisants pour une analyse complexe du problème, les choix éditoriaux de la presse belge justifient la guerre et ses promoteurs sans toujours en expliquer les prétextes et les agendas cachés. Or le recul aurait permis de mettre en exergue, dès le départ, un paradoxe déjà présent à ce moment-là et que Jean-Claude Willame résume en ces termes : « Les représentants des Banyamulenge, réfugiés à Kigali, avaient réclamé à cor et cri une nationalité zaïroise et n'ont pas hésité à déclencher les hostilités pour ne pas perdre cette nationalité, tandis que Kigali — effectuant une lecture très différente — invite de facto les Banyamulenge à “défendre leurs droits” sur un sol... qu'il considère comme étant bel et bien “rwandais” ».

Au lieu de souligner ce paradoxe, les quotidiens belges se contentent de relayer la thèse d'une seule partie au conflit. Parti pris ? Paresse intellectuelle ? Au minimum, la presse s'interdit de

jouer son rôle de contre-pouvoir par rapport aux gouvernements rwandais, ougandais et burundais. Elle observera une attitude analogue face aux chefs de la diplomatie belges.

CAISSE DE RESONANCE

DE LA RUE DES PETITS CARMES ?

Le ton de la grande presse est, en effet, pratiquement le même que celui de la majorité de la classe politique belge au sujet du Zaïre ou du Congo. Comme Erik Derycke en 1996, ou Louis Michel en 1998, à quelques exceptions près, elle s'associe à ceux qui viennent renverser les dirigeants de l'ancienne colonie qui déplaisent ; elle se réjouit presque de leur disparition politique et/ou physique.

En 1996, *Le Soir* renseigne que « les responsables politiques sont unanimes à saluer le départ de Mobutu et attendent Kabila au tournant démocratique ». Il fait parler le président du Parti socialiste, Philippe Busquin, pour qui « le départ de Mobutu est une excellente chose... ». Il donne également la parole à Louis Michel, président du parti libéral francophone. Pour celui-ci aussi, « il était temps que le règne de Mobutu s'achève... ». (*Le Soir*, 18 mai 1997).

Lorsque Laurent-Désiré Kabila — qu'ils avaient tous célébré, avant de le crucifier — sera assassiné en janvier 2001, *Le Soir* expliquera, par Kampala interposé, que : « La mort de Kabila aura d'importantes répercussions et que son décès pourra faciliter la mise en œuvre du processus de paix puisqu'il en était l'un des principaux opposants. »

À nouveau, la parole ne sera accordée qu'aux seuls politiciens belges qui confortent cette thèse. C'est le cas de Mark Eyskens qui en profite par ailleurs pour régler des comptes : « La mort de Kabila n'est pas surprenante. C'était un homme extrêmement néfaste pour son pays. Il l'est devenu beaucoup plus rapidement que Mobutu. Il fut finalement pire que Mobutu. [...] J'ai appris, de la bouche d'un Congolais très respectable, que Kabila protégeait et donnait sa caution à une infiltration de l'extrême gauche belge au Katanga. Le parti Partij van de arbeid, le P.V.D.A., représenté par un certain Ludo Martens... » (*La Libre Belgique*, 17 janvier 2001).

À l'occasion, la personne choisie pour exprimer le point de vue des Congolais dans les deux journaux viendra enfoncer le clou. Jean Omasombo explique au *Soir* (18 janvier 2001) que la disparition de Kabila est une bonne chose : « Honnêtement, je pense que sa mort devrait avoir plus de conséquences positives que négatives. Avec lui aux commandes, tout était bloqué ». Et à *La Libre Belgique* (18 janvier 2001) le politologue congolais affirme que Kabila n'était pas à la hauteur : « Je répondrai d'abord en vous disant que la mort de Kabila, sans être trop méchant, n'est pas en soi une mauvaise chose pour l'avenir du Congo, parce qu'il semblait devenir un grand frein... »

On cherchera en vain dans les deux quotidiens une quelconque interview d'homme politique ou d'intellectuel, belge ou congolais, exprimant une vision différente de la situation. Il est vrai que Kabila père en gênait plus d'un en Belgique, à commencer par les responsables politiques dont la presse relayera les positions sans les mettre en perspective, ni les contre-balancer.

Dans ce contexte, on verra la presse rapporter sans les critiquer les propos du ministre des Affaires étrangères, Erik Derycke, lors de la seconde agression du Congo en 1998. La rue des Petits carmes justifiait l'agression, et la presse (*Le Soir* et *La Libre Belgique*, 8 août 1998) lui emboîta le pas : « Si au regard du droit international, une intervention militaire dans le pays voisin n'est pas acceptable, dans ce cas-ci, on peut se montrer compréhensif à l'égard des frustrations qu'on du éprouver le Rwanda, l'Ouganda et même l'Angola en ce qui concerne leur sécurité. »

Lorsqu'un ministre des Affaires étrangères, dont les raisons sont politiques, justifie l'agression d'un pays par trois autres, les journalistes qui se contentent de citer ses propos sans les confronter aux principes du droit international s'en rendent complices, de la même façon que ceux qui, en août 1990, livrèrent sans la commenter, l'assertion de Georges Bush selon laquelle Saddam Hussein était un nouvel Hitler !

Des exemples sont nombreux où des positions des membres du gouvernement belge, manifestement sujettes à caution, sont rapportées sans commentaire, alors qu'un minimum de critique s'imposait. Rappelons deux exemples parmi tant d'autres. Le 30 juin 2000, le Premier ministre belge est invité par Kinshasa qui commémore les quarante ans de l'indépendance du Congo. Le gouvernement arc-en-ciel déclinera poliment l'invitation. Au cours de l'émission spéciale consacrée par la R.T.B.F. au Congo, Louis Michel, ministre des Affaires étrangères expliquera que la Belgique sortirait de sa neutralité dans le conflit qui oppose le Congo au Rwanda si Guy Verhofstadt venait à se rendre à Kinshasa. Or, deux mois plus tôt, celui-ci s'était rendu à Kigali dans le cadre de la commémoration du génocide rwandais de 1994. Il ne s'est trouvé personne dans la presse pour demander par quelle magie la neutralité belge était restée intacte lors de ce séjour de M. Verhofstadt dans la capitale rwandaise.

Dans la même logique, en septembre 1999, lorsque Louis Michel s'élèvera publiquement contre la décision des autorités du Congo d'interdire le dollar américain dans les transactions financières à Kinshasa, la presse francophone belge ne mettra pas ses déclarations en perspective avec celles tenues deux jours plus tôt devant la tribune de l'assemblée générale de l'O.N.U. Expliquant son partenariat avec l'Afrique, le ministre s'était fait l'avocat d'une «collaboration volontaire et respectueuse de chacun, excluant que ce pacte puisse être confondu avec une tentative néocolonialiste de tutelle sur cette région ». Or, dès que le gouvernement congolais prenait une mesure qu'il jugeait apte à assainir son espace monétaire et économique sans en référer à Bruxelles, Kabila se trouvait disqualifié par la Belgique. La manchette du *Soir* du 25 septembre 1999 indiquait que le journal avait adhéré à l'opinion du ministre : « Kabila n'est plus un interlocuteur valable ». Et, comme le soulignait ce quotidien, « *Le Soir* n'était pas seul, samedi, à traduire les propos de Louis Michel comme une mise en cause sévère du président congolais » (27 septembre 1999).

DES NOTES DISCORDANTES AUSSI...

Pour être complet, signalons que notre analyse révèle la présence de quelques notes discordantes au milieu de ce concert. Dans *La Libre Belgique*, on observe que la guerre est traitée dans sa complexité spécialement à l'occasion de signatures extérieures. En particulier, chaque fois qu'elle ouvre ses colonnes à Bernard Leloup, chercheur au Centre d'étude de la région des Grands Lacs à l'Université d'Anvers, le journal offre à son lecteur une analyse rarement défendue par sa rédaction. Ainsi : « Le Rwanda a toujours avancé des arguments de sécurité pour justifier sa présence au Congo, qui se prolonge depuis bientôt cinq ans... Le pays est assurément confronté à un défi militaire majeur, mais ce ne sont pas ces considérations qui guident au premier chef son action au Congo. Le Rwanda entre alors massivement dans l'ex-Zaïre, au moins en partie, afin de s'assurer le contrôle de territoires stratégiques... Le Rwanda a ainsi l'ambition d'occuper des parties du Congo et/ou d'y installer des alliés du Rassemblement congolais pour la démocratie (R.C.D.), là où ce sera possible, par les armes ou la négociation... » (*La Libre Belgique*, 8 avril 2001).

Quant au *Soir*, après avoir joué la même partition que les dirigeants belges et rwandais sur la guerre du Congo, il va s'attirer le courroux de ceux-ci lorsqu'il décidera de changer de cap. La thèse d'une guerre civile est progressivement écartée au profit de l'agression. La spécialiste de l'Afrique de ce journal, critiquant l'empressement de Louis Michel à annoncer

l'assassinat du président Kabila sans s'entourer des précautions d'usage, écrira : « Le ministre sait que les congolais sont — à juste titre, les événements le prouvent — hantés par l'idée d'un complot dont leur pays ferait l'objet, prompts à dénoncer les risques de conspiration, de plus en plus méfiants à l'égard de pays occidentaux qui les frappent d'embargo et tolèrent l'agression étrangère » (*Le Soir*, 18 janvier 2001). Colette Braeckman s'était même fait traiter de « raciste anti-tutsi », de « génocidaire », de journaliste « dont les diamants de Kabila se paient le cœur » par l'ancien ambassadeur du Rwanda en Belgique, Jacques Bihozagara. Tout cela, dès l'instant où la rédactrice du *Soir* osa écrire : « en R.D.C., l'armée rwandaise s'est engagée dans des opérations qui ne sont pas de pacification, mais d'occupation et d'exploitation du territoire » (*Le Soir*, 4 octobre 2000).

Une remarque s'impose : ce changement de perspective intervient au *Soir* après un moment clé de la guerre du Congo. En juin 2000, les armées du Rwanda et de l'Ouganda se disputent pour la troisième fois à l'arme lourde la ville congolaise de Kisangani. Colette Braeckman, envoyée spéciale du *Soir* se trouve à la procure des Missions lorsqu'elle-même et les observateurs de l'O.N.U. sont visés par les tirs des soldats rwandais et ougandais. Dès lors, la nature tyrannique des régimes pays agresseurs, et surtout les motifs réels de leur intervention au Congo prennent plus de place dans la grille de lecture de « la guerre des Banyamulenge ». Le fait que Kisangani soit au centre du premier chapitre du dernier livre de Colette Braeckman représente à cet effet plus qu'un symbole !

LE DEVOIR DE COMMENTAIRE

Cet ouvrage, *Les nouveaux prédateurs*, offre l'occasion d'observer le rôle, au sens quasi théâtral du terme, que pousse peut-être à adopter le métier de journaliste. Revisitant le conflit congolais qu'elle a couvert pendant plus de six ans pour son journal, Colette Braeckman effectue dans son livre un recadrage de la guerre, selon un triple angle.

Elle met d'abord au jour, avec toute la complexité requise, les véritables enjeux de cette guerre, épinglant le rôle déterminant de la Grande-Bretagne et des États-Unis, soutiens inconditionnels des régimes du Rwanda et de l'Ouganda. Elle finit par affirmer qu'il s'agit bien, comme je le posais dans mon introduction, d'une guerre par procuration où les présidents Kagame et Museveni servent eux-mêmes des intérêts qui les dépassent.

Ensuite, C. Braeckman livre des outils permettant de démontrer que les chefs d'Etat du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda se sont servi du génocide rwandais pour faire accréditer leur guerre au Congo, n'hésitant pas à révéler comment elle en est venue à se rendre compte de la manipulation dont elle-même et les dirigeants occidentaux ont été l'objet de la part du président du Rwanda. Aussi, affirme-t-elle, entre autres : « Avec aplomb, sans que rien ne révèle un trouble éventuel, à part les mains qui s'agitent et de longues jambes qui se croisent ou se déplient, Kagame peut nier les évidences, mentir en vous regardant droit dans les yeux... »

Enfin, dans son livre, l'auteur parle en son nom, assumant pleinement son rôle d'énonciateur. Ainsi : « J'avoue que c'est au Congo, au vu du comportement des hommes de Kagame, que j'ai pris la mesure des accusations de crimes de guerre qui pesaient sur le F.P.R. pour son comportement durant le génocide — et même durant les années précédentes [...] J'en suis venue à penser que Kagame et les siens, tacticiens militaires avant tout, ne sont pas de ceux qui hésitent à sacrifier des civils, y compris des Tutsis, si tel doit être le prix à payer pour arriver à leurs fins. »

En s'exprimant à la première personne, c'est sa responsabilité individuelle qu'engage l'auteur dans son ouvrage. Mais, un tel rôle, C. Braeckman l'assumera difficilement au sein du

quotidien qui l'emploie. Là, comme dans tout autre organe de presse, sa voix de journaliste résonne de celles d'autres instances : la hiérarchie, le patronat, les annonceurs, etc. Comme le rappelle Marie-Madeleine Arnold, on a affaire à « la relation des faits et des comportements humains passés au prisme de la sensibilité des journalistes, compte tenu, évidemment, des directives de la rédaction ». Au niveau de la presse, c'est le méga-énonciateur qui assume un rôle collectif et une responsabilité énonciative partagée.

De ce point de vue, *La Libre Belgique* et *Le Soir* sont tout à fait libres de leurs choix éditoriaux, notamment de considérer que le génocide rwandais aurait donné un blanc-seing au régime rwandais sur le territoire congolais. Mais, cela ne les dédouanera pas des deux exigences.

La première est d'ordre déontologique. S'ils se soucient un tant soit peu de coller à l'image « d'un journal plus ouvert et plus accueillant à la pluralité de points de vue », ces journaux ne peuvent ignorer dans leurs pratiques que le principe « le journaliste doit tout mettre en œuvre pour rectifier toute information publiée qui se serait révélée inexacte et préjudiciable » (Charte de Munich, 24 novembre 1970, art. 5) s'impose également à propos d'informations concernant l'étranger.

La seconde exigence est de type éthique. Elle trouve son fondement dans les quatre millions de victimes civiles congolaises sacrifiées sur l'autel des appétits de pouvoir des dirigeants (rwandais, ougandais, burundais, congolais), et sur celui des intérêts des multinationales (britanniques, américaines, françaises, et belges). On se trouve ici face à l'un des phénomènes — racisme, génocide, fascisme, etc. — dont le journaliste, par exigence déontologique, ne peut se contenter de rendre compte sans adopter une position humaniste et démocratique. Bref, sans exercer ce que Patrick Lamarque appelle le « devoir de commentaire ».

UNE PRESSE BIEN PARADOXALE !

Je posais que l'existence de relations particulières de la Belgique avec son ancienne colonie et ses anciens protectorats affectait la façon dont les médias couvrent la guerre se déroulant dans ces pays. Pour ne m'en tenir qu'au Congo, il m'est apparu que sa couverture s'effectue à travers une boucle récurrente : la presse belge adopte et reflète à la fois le comportement de la classe politique, qui est à son tour le reflet d'une partie de l'opinion belge, elle-même forgée principalement par les médias.

Le politique entraînant le médiatique, on assiste ainsi au prolongement quasi naturel d'un paternalisme (entendu au sens positif du terme : comme une marque d'affection) libellé comme suit par les hommes politiques : « Pour être bien perçu en Occident, M. Mobutu, M. Kengo, M. Kabila... doit se comporter comme le souhaite la Belgique. » À cet égard, l'aisance avec laquelle les politiques et journalistes belges relayant leurs propos utilisent le prescriptif à l'endroit du Congo et de ses dirigeants est tellement omniprésente qu'elle en devient inconsciente : « il faut accorder globalement la nationalité aux Banyamulenge » (E. Derycke) ; « Kabila doit renvoyer Yerodia et Kakudji de son gouvernement » (G. Verhofstadt) ; « Joseph Kabila doit commuer en perpétuité la peine capitale décidée à l'encontre des assassins de son père » (Louis Michel), etc.

C'est le lieu d'une « interaction complémentaire », celle où l'un des partenaires à la relation prescrit à l'autre un comportement à observer. En l'occurrence, la Belgique, ses dirigeants et sa presse occupent une position « haute ». D'un autre côté, le Congo et ses dirigeants occupent la position correspondante dite « basse ». Les spécialistes de l'Afrique des médias belges savent combien les politiciens congolais mettent un point d'honneur à « passer » dans les médias belges, par conséquent à être connu des responsables politiques dont le rôle dans la

désignation des dirigeants congolais n'est pas négligeable. Par le fait même, les uns et les autres renforcent le caractère complémentaire de cette relation. Et corollaire de celle-ci au niveau de la presse : pour certains spécialistes du Congo, l'accès facile aux décideurs politiques et aux seigneurs de la guerre devient très alléchant au vu des interviews, des informations confidentielles, ou des scoops que ceux-ci leur fournissent régulièrement. Et dans les faits, à force de fréquentations, certains journalistes belges ont fini par tisser des relations « extra-professionnelles » avec les Kabila, Kagame, Ruberwa, Bemba et autres Mishiki, Karaha... Ce qui explique en partie pourquoi les faits cèdent facilement le pas à l'opinion personnelle, l'analyse aux sentiments, la complexité à la simplification, et l'objectivité au parti pris.

Enfin, mes analyses permettent de tirer la conclusion suivante : globalement, la presse belge présente un visage bien paradoxal. D'une part, elle dispose de journalistes compétents, faisant preuve de professionnalisme, notamment lorsqu'il s'agit de traiter de la politique intérieure (affaire Dutroux, dossier Sabena, Renault-Vilvoorde, etc.). D'autre part, cette presse semble se ranger systématiquement derrière les positions des responsables de la diplomatie belge et des lobbys divers (rwandais et ougandais en l'occurrence) lorsqu'il s'agit de traiter d'événements relevant de la politique extérieure, et spécialement, en tout cas, de la guerre en République démocratique du Congo.

Dans ce contexte, il sied de rappeler que la rubrique « Politique étrangère » ou « Monde », au même titre que les autres, doit être traitée comme le lieu d'une pratique rigoureuse de l'information, susceptible de mettre les données en perspective, d'expliquer patiemment les liens entre les faits, afin de rendre compréhensible, simplement mais sans simplification, des événements si complexes. En l'espèce, le souci d'exercer son pouvoir dans un domaine – en l'occurrence la politique étrangère envers son ancienne colonie — où l'opinion publique se montre généralement peu exigeante envers les mandataires politiques, devrait demeurer une préoccupation permanente auprès des journalistes belges...

Emmanuel Murhula A. Nashi

Emmanuel Murhula A. Nashi est docteur en communication et professeur de sociologie de la communication à l'Institut supérieur de formation sociale et de communication (I.S.F.S.C., rue de La Poste – Bruxelles).

Bibliographie

Arnold M.-M., « Comme une tour de Babel... La presse face à l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui », dans Quaghebeur M. (dir.), *Congo-Meuse, Figures et paradoxes de l'Histoire au Burundi, au Congo et au Rwanda*, vol. 1, 2002, p. 354.

Braeckman C., *Les nouveaux prédateurs*, Fayard, Paris, 2003.

Halimi S., *Les nouveaux chiens de garde*, éd. Liber-Raisons d'agir, Paris, 1997.

International Rescue Committee (I.R.C.), « conflict in Democratic Republic of Congo. Deadliest Since World War II, says The IRC », 8 avril, 2003, www.theirc.org.

Kabamba B., « Les Banyarwanda du Sud-Kivu : les Banyamulenge », dans *La Revue nouvelle*, n° 1, 1997.

Kinyalolo K., « Désinformation, historiographie et paix dans la région des Grands Lacs de l'Afrique centrale », dans Djungu S. & Kalimbiriro L., *Grands Lacs d'Afrique : culture de paix vs culture de violences*, Pangolin, Huy, 2003.

Lamarque, Patrick, « La presse écrite face à ses devoirs », in *Médiaspouvoirs*, n° 31-32, 1993.

Murhula Amisi Nashi E., *Le méga-énonciateur. Pour une analyse sémio-pragmatique du discours de la presse*, Bruylant-Académia, Louvain-la-Neuve, 2002.

Nashi E., « R.D.Congo : Au Kivu, la résistance ne se trompera pas d'ennemi », dans *Dialogue*, n° 194, 2000.

Reyntjens F., *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, L'Harmattan, Paris, 1999.

Weis, Georges, *Le pays d'Uvira. Étude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganyika*, éd. Arsom, Bruxelles, 1959.

Willame J.-Cl., Banyarwanda et banyamulenge. *Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Sud-Kivu*, Institut Africain-Cedaf - L'Harmattan, Bruxelles - Paris, 1997.